

## déclaration de la LCR au 22<sup>e</sup> congrès de l'OCI

est confirmée. Il faut relever que le refus des ingérences fonctionne à double sens et justifie l'absence dans le document de tout rappel de l'invasion de la Tchécoslovaquie, ainsi que l'absence de toute revendication concrète sur les libertés démocratiques, politiques et syndicales, en URSS et dans les démocraties populaires.

Il est vrai que le passage sur l'URSS et le « stalinisme » (toujours entre guillemets !) s'attache à définir les limites officialisées par la publication de « l'URSS et nous », des critiques permises. On apprend ainsi que par-delà les « erreurs » passées, « corrigées » dès le 20<sup>e</sup> Congrès de 1956, et malgré d'éventuelles survivances, le bilan est « globalement positif ». Les millions de morts, les victimes des procès, les déportés au Goulag et, surtout, le discrédit international de l'image même du socialisme passeront donc aux pertes et profits au nom de cette globalité-là. Ainsi, faute d'avoir défini la base sociale du stalinisme (aucune mention de la bureaucratie) et sa ligne politique (construction du socialisme dans un seul pays aboutissant à la coexistence pacifique et à la détente), la réaffirmation d'une « condamnation sans appel du stalinisme » ne peut avoir aucune portée pratique, sinon l'aménagement des orientations antérieures.

### Ni bilan ni perspectives

4. Quant aux perspectives, le document, à la différence de ceux des partis frères, donne la « priorité » à la lutte contre l'austérité. Il demeure au passage silencieux sur des questions aussi importantes que le mouvement des soldats ou la fusion syndicale. Mais surtout, il reste court sur les moyens de la lutte contre l'austérité. La seule perspective politique ouverte, ce n'est pas la mobilisation unitaire contre l'austérité, l'affrontement nécessaire avec le gouvernement pour le chasser, mais la reconstruction patiente et par la base de l'union. Il est vrai que les ressassements sur le PS ne pouvaient déboucher sur autre chose, pas plus que le bilan entièrement autojustificatif tiré au passage de la politique du PC avant les élections. Il est bien écrit que « l'union doit être toujours mieux l'affaire des travailleurs eux-mêmes », et qu'elle « doit associer en permanence le débat démocratique public à l'action concrète », de telle sorte que les travailleurs puissent en permanence juger... Mais il n'est pas expliqué pourquoi le PCF ne s'est pas engagé dès 1972 dans la construction de comités unitaires à la base, ni pourquoi il n'a pas ouvert le débat publiquement avant août 1977, ni pourquoi il ne s'en est pas remis alors au verdict des travailleurs... Il n'est pas dit davantage pourquoi le « débat démocratique public » sur l'actualisation du Programme commun est soudain devenu incompatible avec « l'action concrète » la plus élémentaire : l'engagement loyal et dévoué réciproque pour battre la droite au second tour... Ni pourquoi six mois de chantage à ce propos ont fini par le lamentable accord du 13 mars ?

5. Le document se conclut par une définition du « Parti du 22<sup>e</sup> Congrès » et se prolonge par un nouveau projet de statut. Il s'agit ici avant tout d'ouvrir largement les portes du parti à tous ceux et celles, matérialistes ou non, qui « entendent agir ensemble pour améliorer le sort des travailleurs et assurer l'avenir démocratique et socialiste de la France » ; conformément à la vocation de parti de masse et de gouvernement. Au passage, l'abandon de la dictature du prolétariat est entériné, de même que disparaît subrepticement toute référence au léninisme.

L'autre point important concerne le rejet réitéré du droit de tendance et de fraction. On peut donc discuter, critiquer, mais non s'organiser pour modifier la ligne, et encore moins les directions. Avant de revenir plus longuement sur ce point dans un prochain numéro, une simple question : comment les dirigeants du PCF peuvent-ils admettre, voire défendre, la diversité de positions et le pluralisme dans ce qu'ils appellent encore le « mouvement communiste international », et continuer à les refuser dans leurs propres rangs ? Comment les différences de positions en présence dans ledit mouvement international pourraient-elles ne pas se retrouver au moins partiellement au sein de chaque parti, si sa vie était réellement démocratique ? A moins qu'on nous démontre que les frontières de la bourgeoisie, si perméables aux capitaux et aux marchandises, aux dires mêmes du PCF, restent parfaitement étanches aux idées qui traversent le mouvement ouvrier international...

Daniel Bensaid

LE XXIII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI s'est tenu la semaine dernière, à Dijon. Une délégation de la LCR y a assisté (cf. « Rouge » n° 853). Nous publions ci-dessous le message lu par la délégation à la tribune. Nous reviendrons ultérieurement sur les travaux de ce congrès.

Au nom de la Ligue communiste révolutionnaire, nous saluons le 22<sup>e</sup> Congrès de l'Organisation communiste internationaliste. Une délégation de l'OCI a récemment suivi les travaux de notre propre congrès ; aujourd'hui, c'est une délégation de la section française de la IV<sup>e</sup> internationale qui suit avec attention les travaux de votre congrès.

Nul doute que ces deux faits constituent déjà un changement notable dans les relations entre nos deux organisations. (...)

Aujourd'hui, près d'un an après les législatives, face aux attaques redoublées de la bourgeoisie, beaucoup de travailleurs se demandent comment en finir avec le chômage et la hausse des prix, comment se débarrasser de ce gouvernement.

La réponse de la LCR est qu'il faut en finir avec la division et la collaboration de classes. Les travailleurs doivent lutter pour imposer le front unique dans l'action de toutes les organisations et de tous les partis ouvriers, pour imposer des revendications unifiantes comme les augmentations uniformes et l'échelle mobile des salaires, le refus des licenciements, les 35 heures, la réduction massive du temps de travail. La lutte entreprise par entreprise peut arracher des avantages partiels, elle ne peut pas faire échec au plan Barre. Face à une attaque d'ensemble, c'est une riposte d'ensemble qui s'impose, c'est une grève générale que tous les syndicats et partis ouvriers doivent préparer dans l'unité. Les travailleurs savent bien que toute mobilisation importante se heurtera au verrou gouvernemental, c'est pourquoi ils devraient non seulement se mobiliser pour arracher leurs revendications, mais exiger du PC et du PS qu'ils ne se dérobent pas à leurs responsabilités et qu'ils forment ensemble un gouvernement sans parti ni ministre bourgeois.

Ainsi, dans la situation actuelle, nous sommes d'accord avec vous, camarades de l'OCI, pour souligner l'importance de l'unité des organisations ouvrières et la nécessité d'en finir avec ce gouvernement.

### Nos divergences essentielles

Mais nous avons un certain nombre de divergences que nous voudrions rappeler ici, sans détours, en toute franchise et en toute clarté. La première porte sur l'analyse de la situation politique. Vous analysez le 12 mars comme une victoire ouvrant la voie à une crise révolutionnaire inéluctable qui balayera bientôt les institutions de la V<sup>e</sup> République et vous déterminez vos propres objectifs de recrutement en fonction de ce pronostic à court terme.

De ce point de vue, la proposition d'assemblées démocratiques pour autant qu'elle ait un sens dans la bataille pour le front unique, relève d'une surestimation des rythmes de développement de la lutte des classes, à moins qu'elle ne soit un simple moyen de recrutement, ou, pire, qu'elle se révèle un substitut au front unique, à la lutte pour des assemblées souveraines du personnel ou pour l'unité syndicale. En effet, si malgré la politique des directions du PC et du PS qui légitime le gouvernement Giscard-Barre, la bourgeoisie, jusqu'à présent, n'a pu résoudre la crise de son régime, si des tournants brusques et des affrontements décisifs sont à l'ordre du jour, nous pensons que votre analyse de la situation est largement unilatérale et débouche sur des erreurs politiques, quand vous définissez votre orientation exclusivement en fonction d'un pronostic.

La deuxième porte sur votre refus d'avancer la perspective du « tous ensemble », de la préparation d'une grève générale. Pour nous, une manifestation de rue devant l'Assemblée nationale ne peut être qu'un objectif tactique

dont l'opportunité nous semble largement discutable aujourd'hui : elle ne peut en aucun cas offrir une alternative stratégique à la politique de division, de saucissonnage des luttes et de caution au gouvernement Giscard-Barre que mènent les bureaucraties ouvrières. Elle n'apporte aucune réponse à la question : « Comment imposer nos revendications, comment en finir avec ce gouvernement et l'austérité ? »

De ce point de vue, il ne s'agit pas pour nous de plaquer le mot d'ordre de grève générale en toute situation, mais de partir des revendications particulières, de combattre pour la centralisation des luttes, pour la bataille pour un plan d'action unitaire des syndicats et partis ouvriers pour la grève générale, et de déboucher sur la question du pouvoir.

C'est en faisant la grève, en occupant ses usines que la classe ouvrière montre sa force. On l'a vu en 1936 et en 1968. Et votre refus d'avancer cette perspective nous semble d'ailleurs contradictoire avec le caractère incandescent que vous prêtez à la situation.

Nous pensons aussi que le rôle d'une organisation révolutionnaire n'est pas simplement d'avancer des mots d'ordre politiques et de soutenir les revendications « que se donnent les travailleurs » dans telle ou telle entreprise. Elle est aussi, en tant que telle, d'avancer les objectifs qui correspondent aux intérêts des travailleurs : c'est la méthode du Programme de transition qui défend l'échelle mobile des salaires contre l'inflation et l'échelle mobile des heures de travail, le partage du travail entre tous ceux et celles qui veulent travailler par la réduction massive du temps de travail. C'est le sens que nous donnons aujourd'hui à la revendication des 35 heures.

Enfin, si vous dénoncez à juste titre la politique de division et de collaboration de classes des appareils en général, il nous semble que, dans la situation actuelle, concentrer le feu presque exclusivement contre les stalinistes, même si ces derniers ont des responsabilités particulières dans la division, tout en ménageant l'appareil social-démocrate, ne correspond pas aux responsabilités des trotskystes dans le combat pour le front unique ouvrier et pour émanciper la classe ouvrière de la tutelle de ses vieilles directions. (...)

### Nos propositions unitaires

Les propositions de la LCR se situent dans le cadre du combat pour le front unique, pour l'unité des travailleurs et de leurs organisations, la recherche de l'unité d'action à chaque fois que les conditions le permettent.

Ainsi, nous profitons de cette intervention à votre congrès pour vous confirmer nos propositions de travail autour d'une série d'actions, d'initiatives et de campagnes communes :

— La préparation unitaire d'une marche nationale de la jeunesse contre le chômage pour le printemps prochain, impulsée par des comités d'initiative, créés sur ce seul but et combattant pour le front unique de la jeunesse et de ses organisations. Nous voudrions souligner ici, à la tribune de votre congrès, l'importance pour nous de cette initiative, tant d'un point de vue objectif que dans le cadre des relations entre nos deux organisations ;

— à l'occasion des élections européennes et dans la tradition de l'internationalisme prolétarien, une campagne contre l'Europe du capital et ses institutions, contre le Parlement européen, pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, bataille que concentre la lutte pour la révolution sociale à l'Ouest et la révolution politique à l'Est ; la plate-forme en dix points du secrétariat unifié pourrait servir de base à la discussion pour une telle campagne ;

— l'association de l'OCI à la campagne qui s'est déjà engagée pour la constitution d'un large front unique pour les droits des femmes à l'avortement et à la contraception libres et gratuits ;

— une campagne pour le droit aux permissions et aux transports gratuits pour les soldats ;

— enfin, poursuivre et étendre le combat pour la défense et la libération de tous les prisonniers politiques à l'Est, victimes de la bureaucratie stalinienne. (...)

Mais les révolutionnaires ne se situent pas seulement sur le terrain de l'unité d'action, des accords conjoncturels, du front unique ; ils prennent aussi toutes leurs responsabilités

dans la construction du parti ouvrier révolutionnaire dont la classe ouvrière a besoin pour la victoire de la révolution socialiste.

### Les conditions d'une fusion n'existent pas aujourd'hui

C'est le sens de nos discussions, c'est le sens de la définition de critères généraux pour aborder la discussion ; critères qui n'ont rien de formel mais qui servent justement à tester les positions de part et d'autre sur des questions clés afin de juger si les conditions existent pour la construction d'une organisation commune.

Ces critères pour nous sont au nombre de trois :

— le premier relève de l'accord sur le programme et de sa traduction actuelle sur les questions clés de la lutte des classes au niveau national et international ;

— le second relève de l'accord sur les tâches de la période actuelle de la lutte des classes, de nos réponses politiques ; l'intervention dans les syndicats ouvriers pour construire une tendance syndicale de lutte de classes ; l'intervention dans la jeunesse, pour un mouvement de libération des femmes, pour la construction d'un mouvement de soldats lié au mouvement ouvrier ;

— le troisième concerne, enfin, les normes de fonctionnement de l'organisation à construire, à savoir l'application des principes du centralisme démocratique, à l'échelle nationale et internationale.

Nous l'avons déjà dit et nous le répétons, avec l'OCI, comme avec d'autres organisations et courants, si l'accord se faisait sur ces trois points, se poserait alors la nécessité de construire une organisation commune.

Néanmoins, pour vous comme pour nous, il est clair que de telles conditions n'existent pas aujourd'hui.

L'ampleur de nos désaccords, tant sur des questions d'ordre général (l'analyse de la phase actuelle de la crise du stalinisme, la nature de la social-démocratie, par exemple), comme les difficultés à développer une activité pratique commune en raison, par exemple, de votre caractérisation de la CFDT comme syndicat bourgeois lié à la hiérarchie religieuse, vos positions sur le mouvement des femmes, sur la direction de la FEN, ne mettent pas aujourd'hui à l'ordre du jour de telles possibilités.

Si nous nous réclamons, vous et nous, du trotskisme et du Programme de transition, nous de la IV<sup>e</sup> internationale, vous de sa reconstruction, ces références fondamentales ne sont pas suffisantes. C'est pourquoi, il nous faut avant tout avoir la discussion sur les problèmes politiques de fond, comme le secrétariat unifié et le CORQI ont commencé à le faire avec la publication de la brochure commune sur l'eurocommunisme et la crise du stalinisme. (...)

### Poursuivre le débat

Le SU a proposé au CORQI et à l'OCI d'ouvrir une discussion politique sur la base des textes et résolutions présentées par le SU au prochain congrès mondial. Nous estimons très positif que vous ayez accepté cette base de débat, au contraire de l'attitude que l'OCI, adopta lors de la réunification de 1963, où vous aviez rejeté le processus en cours parce que le bilan de la scission de 1952-1953 n'était pas fait au préalable. (...)

Aujourd'hui, loin de nous enfermer dans un débat historique, certes intéressant et nécessaire, mais pas directement opératoire pour la construction d'un parti et d'une internationale de combat, nous allons discuter sur la base du programme et de sa traduction actuelle en terme de tâches pour la période qui vient.

C'est en procédant de cette manière que la IV<sup>e</sup> internationale s'est réunifiée en 1963 et qu'elle a réussi à gagner à ses rangs des organisations telles que ETA VI en Euzkadi, les Commandos camillistes et le Bloc socialiste de Colombie.

C'est la méthode que nos camarades ont suivi au Pérou, où, sur la base d'un accord programmatique et d'un accord sur les tâches au sein du FOCEP, les conditions politiques sont créées pour une fusion entre le PRT d'Hugo Blanco et le POMR de Ricardo Napuri. La discussion doit maintenant commencer.

...